

COMITE POUR UNE AMNISTIE GENERALE EN TURQUIE

M. N. Gemrik
25 avenue Karl Marx
93 BOBIGNY



QUELQUES DONNEES SUR L'AMNISTIE EN TURQUIE

1 - Projet d'amnistie du gouvernement

Le projet d'amnistie préparé par le gouvernement de coalition - Parti Républicain du Peuple, Parti du Salut National - contient une notion très vague : " délit d'action subversive ".

D'après ce projet les prisonniers politiques qui ont participé aux actions dites subversives ou anarchistes ne pourront pas profiter de l'amnistie.

Ces prisonniers politiques sont presque tous condamnés d'après les articles 141, 142 et 146 du code pénal turc.

2 - Les articles 141 - 142 - 146 du C.P.T.

Les deux premiers articles sont pris du code pénal fasciste mussolinien.

Article 141 :

Tous ceux qui créent, dirigent ou inspirent des associations ayant pour but, sous quelque nom que ce soit d'assurer la domination d'une classe sociale sur une autre ou de supprimer une classe sociale, ou de renverser une institution fondamentale, économique ou sociale existant dans le pays sont passibles de 8 à 15 ans de prison.

Ceux qui dirigent quelques unes de ces associations ou toutes ces associations sont passibles de la peine de mort.

Article 142 :

Tous ceux qui, sous quelque forme que ce soit, feraient de la propagande en vue d'assurer la domination d'une classe sociale sur une autre ou la suppression d'une classe sociale, ou en vue de renverser une ou plusieurs institutions fondamentales économiques et sociales existant dans le pays, ou viseraient à détruire l'ordre politique et légal de l'état, seraient passibles de 5 à 10 ans de prison.

Article 146 :

Seront condamnés à la peine capitale ceux qui auront, par la force, tenté de modifier, détourner de son but ou abolir la totalité ou une partie seulement de la Constitution de la République Turque ou de supprimer ou d'empêcher le fonctionnement de l'Assemblée Nationale émanant de cette même constitution.

Actuellement presque 2100 personnes se trouvent accusées d'après l'article 141 devant les Tribunaux militaires de l'Etat de Siège. Depuis un certain temps, pendant que le gouvernement préparait son projet d'amnistie, les familles et les proches des détenus politiques, les organisations démocratiques de profession, les syndicats ont entamé une campagne pour l'amnistie générale complète couvrant tous les prisonniers politiques.

Les deux partis politiques qui ont formé le gouvernement de coalition après les élections législatives du 14 octobre 1973 avaient promis une amnistie générale large.

Le projet d'amnistie qu'ils préparent aujourd'hui n'est pas aussi large qu'on croit.

Voici quelques précisions sur la campagne des forces démocratiques pour l'amnistie générale complète :

12 JANVIER

Pendant la 7ème assemblée générale de la chambre des avocats : " le problème d'amnistie est l'un des problèmes les plus brûlants de la Turquie. L'amnistie générale est large ..."

22 JANVIER

Les familles des détenus ont envoyé une lettre aux président de la République M. KORUTURK, premier Ministre M. ECEVIT, et au vice premier ministre M. ERBANKAN pour que l'amnistie générale soit complète. Dans cette lettre ont été lues : " Un grand nombre de peines ont été données aux détenus seulement en se basant sur les interrogatoires faits sous la torture. Pour pouvoir accepter les sentences prononcées, il faut qu'une enquête soit ouverte à propos des tortures. C'est pourquoi nous demandons que l'amnistie générale soit complète ".

23 JANVIER

Des milliers de familles de détenus mènent depuis un certain temps, une large campagne pour l'amnistie générale complète, surtout dans les grandes villes comme Istanbul et Ankara. Des affiches sont collées, une large diffusion de tracts est réalisée. Dans le télégramme qu'ils ont envoyé au Premier Ministre, au Vice Premier Ministre, et au Président de l'Assemblée Nationale, les familles des détenus leur ont fait part de leur désir de voir sortir le plus tôt possible, l'amnistie générale demandée par le peuple.

Les commissions exécutives du Syndicat des journalistes de Turquie et de l'Association des journalistes ont fait une déclaration commune dans laquelle elles se prononcent pour une amnistie complète.

Le Président, Chef du parti de l'Unité déclare : " il faut que l'amnistie générale complète soit sortie. Nous ne reconnaissons ni délit d'opinion, ni délit politique.

24 JANVIER

Les familles et les proches des détenus (notamment des détenus politiques) ont envoyé un télégramme au Premier Ministre et au Vice-Premier Ministre. Ils demandent que les prisonniers condamnés par la loi 141 du code turc (la loi qui condamne à de très lourdes peines de prison ceux qui font la propagande communiste) soient pris en considération dans l'amnistie générale.

Ils écrivent : " aujourd'hui les actes des politiciens qui ont demandé les voix des citoyens pendant les élections législatives en promettant une amnistie générale large et en disant qu'il ne peut y avoir de délit d'opinion nous déçoivent. Nous vous appelons à tenir vos promesses. "

28 JANVIER

Les chambres des Ingénieurs de Chimie et d'Electricité ont envoyé un télégramme commun au Premier Ministre et au Vice Premier Ministre pour que l'amnistie générale soit complète. On précise dans le télégramme que " la différenciation de délit d'opinion, de délit d'action subversive est en contradiction avec la science de droit et avec le but de l'amnistie déclarée comme la paix sociale . "

En outre dans ce télégramme on met en cause la justice des tribunaux militaires étant donné que beaucoup d'interrogatoires ont été faits sous la torture ce qui constitue un délit d'humanité.

30 JANVIER

Le président de l'Union des Chambres d'Architectes et d'Ingénieurs de Turquie

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA
TÜSTAV
ARŞİVİ

a demandé " l'amnistie générale complète pour la liberté; la paix et la fraternité. Dans un télégramme adressé au Premier Ministre et au Vice Premier Ministre.

1er FEVRIER

La déclaration du Président du Barreau d'Izmir : " Plutôt qu'au politicien c'est au juriste que vient le devoir de définir l'amnistie générale large ".
" le fait qu'il y ait une différence de réduction des peines et qu'il existe des délits que l'amnistie ne couvre pas, ne peut pas être conforme aux principes de la justice, du droit et de l'égalité. "

2 FEVRIER

L'organisation nationale de la jeunesse de Turquie déclare qu'elle est pour l'amnistie générale complète.

Le Président du syndicat Petkim-Is, M.KILIMC et le Président général du syndicat Sosyal Is, O. KESGEC ont envoyé un télégramme à M. ECEVIT et M. ERBAKAN pour donner leur avis sur l'amnistie : " Nous croyons qu'il est utile et nécessaire pour le développement de la démocratie et le bonheur de notre peuple que l'amnistie générale soit sans limite, sans la distinction de délit d'action subversive. Il est difficile de définir cette notion."

9 FEVRIER

20 étudiants qui collaient des affiches pour l'amnistie générale complète, sorties par l'Association de Culture et d'Education Universitaire d'Istanbul sont arrêtés par les forces de l'ordre et maltraités au commissariat.

7 FEVRIER

Le syndicat Basın Is (Syndicat des ouvriers de presse) se prononce pour l'amnistie générale complète .

10 FEVRIER

Le bureau exécutif de la Chambre des Médecins d'Ankara a envoyé une lettre au Premier Ministre pour exiger l'amnistie générale complète.

14 FEVRIER

A Gaziantep, les syndicats Maden Is, Gıda Is, Lastik Is, Basın Is, l'Association de Défense des Droits de la Femme et l'Association des Instituteurs TOB DER ont ouvert une campagne de pétition pour l'amnistie générale complète.